

## L'Europe centrale et orientale garde de l'attrait pour les banques occidentales

**Une étude du Cepii prédit que des banques autrichiennes et suédoises feront tout pour se maintenir dans la région.**

Une étude du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) consacrée à la probabilité d'un retrait des banques occidentales d'Europe centrale et orientale met en perspective l'attachement déclaré de l'autrichien Erste Bank pour la Roumanie (lire ci-dessus).

En effet, selon son auteur, Olena Havrylchuk (1), les banques autrichiennes, mais aussi suédoises, feront tout pour se maintenir dans cette région en raison de son poids relatif dans leurs bénéfices : avant la crise, les banques autrichiennes Raiffeisen Bank, Erste Bank, Osterreichische Volksbanken, Bank Austria (filiale de l'italien UniCredit) et la banque suédoise Swedbank y réalisaient plus de 30 % de leur bénéfice avant impôt.

Sur le plan quantitatif, les

banques autrichiennes sont les plus exposées parmi les banques d'Europe occidentale, avec 277 milliards de dollars de créances détenues dans 21 pays d'Europe centrale et orientale, y compris la Russie et la Turquie, devant les banques allemandes, les banques italiennes et les banques françaises.

Ce chiffre record correspond à 70 % du produit intérieur brut (PIB) autrichien. Proportionnellement au PIB, la Belgique, pays de KBC et de Dexia, et la Suède, qui abrite aussi Nordea et SEB, sont les deux autres pays les plus engagés via leurs banques, à hauteur respective de 40 % et de 23 %.

### Liens culturels et économiques

Sur le terrain qualitatif, les banques autrichiennes et suédoises ont « un avantage comparatif à prêter en Europe de l'Est du fait de leurs liens culturels et économiques avec cette région et de la similitude de leurs systèmes juri-

diques », fait valoir Olena Havrylchuk, qui établit au passage une comparaison avec l'Amérique latine. « Pour les mêmes raisons on a vu, durant la crise argentine, les banques espagnoles être plus attachées que les autres à demeurer dans le pays », fait-elle observer.

Cela étant, l'engagement en Europe centrale et orientale n'est pas un monopole suédo-autrichien. Cette région représentait également 10 % du bénéfice du français Société Générale ou de l'allemand Commerzbank avant la crise. « On peut penser que les banques d'Europe occidentale ne quitteront la région que si elles décidaient de se retirer de tous les pays émergents », estime ainsi Olena Havrylchuk. Là aussi, « ces filiales ont constitué une source importante de profit que les banques occidentales ne voudront pas perdre ». En plus, les coûts d'entrée sont élevés et une réimplantation serait « très difficile ».

La domination des établissements de crédit occidentaux à

l'Est a accentué la vulnérabilité de la région, d'autant plus qu'une partie des prêts a été effectuée en devises étrangères, mais les banques étrangères ne peuvent pas être tenues pour seules responsables de la fragilisation des systèmes bancaires, souligne aussi l'étude. Et l'absence de retrait n'exclut pas des tensions importantes sur le crédit, au contraire. Car « le montant des crédits accordés par les banques étrangères devrait continuer de baisser ».

Le scénario de la crise asiatique à la fin des années 1990 – une baisse de 20 % des créances des banques étrangères – aurait des conséquences plus dramatiques en Europe. Cela représenterait 15 % du produit intérieur brut des nouveaux Etats membres de l'Union européenne, contre 5,6 % du PIB asiatique à l'époque. D'où l'importance des plans de sauvetage. S. R.

(1) « La Lettre du Cepii », 3 juin 2009.